

VOEUX 2016

La rédaction d'Antidote Hebdo souhaite à l'ensemble de son lectorat une belle année 2016. Et que souhaiter de mieux en tant qu'usager et acteur des services publics ? Des services publics à la hauteur des enjeux de société !

Lors de la crise de 2008, tous les économistes ont salué l'efficacité économique et sociale des services publics et de la protection sociale. Les services publics ont été loués lors des attentats qui ont ensanglanté notre pays en 2015. Alors pourquoi en 2016 continuer à les détruire, les démanteler, les privatiser ?

Pourquoi sont-ils désespérément absents de toute annonce de politique publique sociale, économique, écologique ? N'est-ce pas là la raison profonde d'absence, en France et en Europe, de tout résultat positif en faveur de nos concitoyens ?

Comment parler d'écologie, de COP 21 ou de lutte contre le chômage, de l'insécurité et des inégalités sans politiques publiques d'envergure ? Comment ignorer que la destruction de leurs moyens d'action amplifient les problèmes graves traversant notre société ?

Que reste-t-il de notre République lorsqu'on veut constitutionnaliser l'inégalité des citoyens, fouler aux pieds le pacte social en s'en prenant au code du travail et aux statuts des salariés et fonctionnaires, lorsque l'on privilégie la rentabilité des capitaux à un aménagement équilibré du territoire, à l'ensemble des outils locaux, nationaux et internationaux de solidarité et de vivre ensemble ?

Nous formons le vœu que l'année 2016 soit celle de l'émergence de ces questions dans le débat public et celles d'alternatives crédibles et concrètes aux politiques d'austérité ayant au cœur la démocratie, la fraternité, l'égalité, l'accès aux droits, l'écologie et donc les services publics. Pour cela, la CGT, avec les usagers, avec les fonctionnaires, agira pour développer les luttes, les résistances et les collectifs pour la défense et le développement des services publics et de la sécurité sociale. **Un premier rendez-vous est déjà fixé le 26 janvier autour de la question des salaires dans la Fonction Publique.**

SIP SANS E

Courant décembre, des collègues de SIP-E affectés en SIE (FIPRO donc) ont eu la surprise de découvrir dans Agora qu'ils relevaient dorénavant de la sphère Fiscalité Personnelle. Et oui, un arbitrage de la centrale a décidé que les SIPE relevaient de FIPER ! Passons sur la « non » communication de la chose aux principaux intéressés et essayons de voir les conséquences. Pour muter donc en FIPRO sur un SIPE, il faudra donc faire un vœu FIPER. Malin ! Et sans garantie d'exercer ses fonctions en FIPRO donc... Plus grave, dans d'autres départements, c'est carrément l'activité SIE qui a disparu

du SIPE ! Devons nous lire dans notre boule de cristal que les collègues d'Ancenis et Chateaubriant affectés SIE vont perdre à moyen terme ces missions ?

Et il faut aussi reparler des nouvelles règles d'affectation pour les B. En réduisant à 5 les possibilités d'affectation en mutation nationale (FIPER, GP, FIPRO, Direction et EDR), les mutations vont plus relever de la loterie que de l'affectation la plus fine possible. Dans la sphère FIPER, par exemple, c'est pas moins de 9 services ou métiers différents qui seront possibles ! Cela va rendre moins lisibles les affectations et donner beaucoup de marges de manœuvre aux directions locales. Ce qu'elles réclamaient depuis des années...

GLOSSAIRE : CONSERVATISME

Reprenons notre travail de décryptage du travail de sape effectué par les possédants qui reprennent et détournent à leur seul profit, des termes a priori « neutres ». Aujourd'hui, nous ferons l'étude du terme conservatisme : *« respect exagéré d'institutions absurdes, périmées, inefficaces et injustes. Parmi elles, S.M.I.C., retraites, congés payés, Sécurité Sociale, Code du Travail. Ce conservatisme nuit aux deux extrémités de l'échelle sociale : aux pauvres, auxquels il interdit de travailler pour un salaire de misère et aux investisseurs (voir ce mot), qu'il décourage d'investir dans des pays abritant des institutions aussi obsolètes. Ce conservatisme prend aussi le nom de lourdeur (en général associée à bureaucratique), de rigidité (associée à culturelle), de corporatisme (associé à syndical), de crispation (associée à d'un autre âge). »*

SOLDES SUR LA PROTECTION COMPLEMENTAIRE

À partir du premier janvier 2016, une couverture complémentaire collective (mutuelle ou assurance) doit être proposée par les employeurs à tous les salariés en complément de la base Sécu. Est-ce vraiment une mesure égalitaire et de progrès social ? Si les grandes entreprises ont les moyens, compte tenu de l'importance du contrat en vue, de négocier avec les organismes d'assurance, de prévoyance et les mutuelles, un panier de « garanties » intéressant à un prix raisonnable, les TPE et PME ne pourront certainement pas offrir le même service au même prix à leurs salariés. Même si dans un premier temps, on s'aperçoit que ce sont les « soldes » sur les offres, pour conquérir des « parts de marché », dans un second temps, la logique de profit reprendra le dessus et les tarifs repartiront à la hausse. Si l'entreprise se contente d'une complémentaire « low cost », les salariés devront-ils prendre une « sur-complémentaire » ? Ce n'est pas un hasard si les publicités pour les sur complémentaires se multiplient ces temps-ci... Rappelons que si l'ensemble des sommes consacrées aux complémentaires allaient au budget de la Sécu, nous pourrions tous avoir une couverture santé à 100 % sans déficit des caisses !

